

Unité départementale de Seine-Saint-Denis  
7 esplanade Jean Moulin  
BP189  
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 31/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **COSTELLA SA**

195 BOULEVARD FELIX FAURE  
93300 Aubervilliers

Références : /  
Code AIOT : 0007404437

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2023 dans l'établissement COSTELLA SA implanté 195 BOULEVARD FELIX FAURE 93300 Aubervilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le SDAGE 2022-2027 vise des objectifs ambitieux, notamment l'atteinte du bon état écologique en 2027 pour plus de la moitié des cours d'eau du bassin. Il vise à minimiser l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques. Or, pour des raisons généralement liées à leur fonctionnement, de nombreuses installations classées pour la protection de l'environnement sont situées en bordure de cours d'eau.

Lorsqu'un déversement accidentel, un incendie, ou tout autre événement à l'origine de rejets de substances polluantes survient, les rejets dans le milieu sont susceptibles d'avoir une incidence notable sur la qualité des masses d'eau.

Par ailleurs, les épisodes de crue et de sécheresse qui ont touché l'Île-de-France depuis plusieurs années tendent à confirmer l'importance de la sensibilisation de ces établissements afin de lutter contre la pollution des cours d'eau, à la fois en période de crue et de sécheresse.

Dans ce cadre, le service prévention des risques de la DRIEAT a engagé une action régionale « ICPE en bordure de cours d'eau » visant à évaluer les dispositifs mis en place par les exploitants afin d'éviter ces risques de pollution des cours d'eau.

L'inspection du 17 octobre 2023 s'inscrit dans le cadre de cette action régionale.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COSTELLA SA
- 195 BOULEVARD FELIX FAURE 93300 Aubervilliers
- Code AIOT : 0007404437
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COSTELLA SA exerce sur son site des activités de tri, transit de déchets métalliques (métaux ferreux et non ferreux) et de déchets dangereux (batteries). Le site est également équipé d'une presse cisaille, qui permet le traitement d'environ 120 tonnes de déchets métalliques par jour. Les apports de déchets sont réalisés par des entreprises spécialisées (collecte par la société LOCAFER notamment) et des producteurs initiaux (entreprises de démolition, artisans, particuliers). Le site est équipé d'un espace dédié à l'achat au détail.

Environ dix-huit personnes sont présentes sur le site, dont du personnel de la société LOCAFER qui réalise pour la société COSTELLA SA de la prestation de service, en mettant notamment du matériel à disposition et en réalisant la collecte des déchets métalliques sur les chantiers. L'activité de transport par route de déchets de la société LOCAFER est déclarée en Préfecture (récépissé de déclaration du 08/10/2015).

Les horaires d'ouverture de l'installation sont les suivants : 7h30/12h, 13h30/17h du lundi au jeudi, fermeture à 16h le vendredi et ouverture de 8h à 11h30 le samedi.

L'installation est régulièrement autorisée, par arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2010, à exploiter des installations classées sous les rubriques 2713-1 [A] ; 2791-1 [A] et 2718-2 [A] avec le bénéfice des droits acquis. Le fonctionnement de l'installation est réglementé par l'arrêté préfectoral du 27/06/1975, complété par l'arrêté préfectoral du 31/05/1996 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 13/11/2018.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Prévention de la pollution aqueuse.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 3.4.1	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
2	Protection des réseaux	Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 3.4.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Raccordement à une station d'épuration	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 18	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 3.4.2	/	Sans objet
4	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11	/	Sans objet
5	Collecte et rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 15	/	Sans objet
6	Collecte et rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	/	Sans objet
7	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17	/	Sans objet
9	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Certaines non-conformités ou observations de l'inspection précédente du 8 juin 2021 ont été prises en compte, alors que d'autres sont persistantes à l'issue de cette visite d'inspection inopinée du 17 octobre 2023. Afin de contraindre l'exploitant à se mettre en conformité avec les prescriptions qui lui sont applicables, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis de mettre en demeure la société COSTELLA d'installer un dispositif anti-retour sur son réseau d'eau potable dans un délai de 3 mois.

Par ailleurs, la convention de déversement de l'exploitant, bien qu'elle constitue une autorisation implicite de déversement, est obsolète (1998). Elle ne définit pas de modalités de déversement particulières et peut s'avérer insuffisante pour le type d'entreprise (tri/transit et cisailage de déchets métalliques avec des machines hydrauliques utilisant des huiles). Or le service de l'eau et de l'assainissement n'a pas répertorié cette entreprise comme étant autorisée à déverser ces eaux dans le réseau public départemental d'assainissement. L'inspection demande donc à l'exploitant de prendre attache dans un délai de 30 jours avec le service de l'eau et de l'assainissement pour engager les démarches de cette régularisation. Au-delà de ce délai, si l'exploitant n'a pas apporté les justificatifs attestant que les démarches sont en cours, une mise en demeure pourra être proposée.

Enfin, lors de l'inspection il a été constaté que l'exploitant avait fait un trou dans la canalisation pour permettre le prélèvement périodique des eaux pluviales. Il est demandé à l'exploitant d'étanchéifier le réseau des eaux de ruissellement en dehors des opérations de prélèvement et de mesure dans un délai de 30 jours également. Au-delà de ce délai, si l'exploitant n'a pas apporté les justificatifs ou devis attestant que l'étanchéification du réseau est en cours, une mise en demeure pourra être proposée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 3.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.
<b>Constats :</b> Un trou sur la canalisation a été effectué à la sortie du réseau des eaux de ruissellement, ce qui permet de procéder aux prélèvements d'eau qui ont lieu au moins une fois par an.  <u>Non-conformité :</u> Lors des fortes pluies, les eaux de ruissellement doivent déborder du tuyau. Il est demandé à l'exploitant que le tuyau soit étanchéifié en dehors des opérations de prélèvement dans un délai de 30 jours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

### N° 2 : Protection des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 3.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.
<b>Constats :</b> <u>Non-conformité :</u> Le réseau potable n'est pas muni d'un dispositif anti-retour permettant d'empêcher la contamination du réseau d'eau potable. Cette remarque avait déjà été faite à l'exploitant lors de l'inspection précédente du 8 juin 2021. L'inspection propose donc à Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis de mettre en demeure la société d'installer un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes pour éviter des retours de substances dans le réseau d'adduction d'eau publique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/11/2018, article 3.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ouvrages d'épuration
<b>Prescription contrôlée :</b> Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b> Pour le confinement des eaux susceptibles d'être polluées (ex : eaux d'extinction), l'exploitant dispose de petits bassins de confinement des eaux sous les ponts bascule et possède un dispositif gonflable que l'exploitant peut introduire en aval de son réseau et qu'il peut gonfler manuellement pour boucher hermétiquement le réseau. Ce dispositif a pu être présenté rapidement à l'inspection. L'exploitant a présenté à l'inspection un mode opératoire avec le matériel à utiliser et les actions à mettre en place en distinguant les cas de petit et grand déversements. Ce mode opératoire a été établi suite à un commentaire de l'inspection précédente.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.  Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.  Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.
<b>Constats :</b> Dans le bâtiment de maintenance attenant à l'installation, des huiles (combustibles mais non inflammables) indispensables au fonctionnement des machines étaient stockées sous rétention dans 4 bidons de moins de 250 litres. La rétention avait une capacité d'au moins 20 % par rapport à la capacité totale des bidons.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Collecte et rejet des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de prélèvements pour les contrôles
<b>Prescription contrôlée :</b> Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (DCO, concentration en polluant, etc.).
<b>Constats :</b> Un trou sur la canalisation a été effectué à la sortie du réseau des eaux de ruissellement, ce qui permet de procéder aux prélèvements d'eau qui ont lieu au moins une fois par an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans suite

## N° 6 : Collecte et rejet des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b> Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les eaux de ruissellement sont traitées par deux débourbeurs déshuileur avant le rejet dans le réseau d'assainissement de la commune. Le dernier curage de ces dispositifs de traitement a été réalisé le 10/11/2023. Environ 2 tonnes de boues (considérées comme des déchets dangereux : 16 07 08*) ont été évacuées vers la Société Nouvelle Assainissement Vidanges Egouts à Persan-Beaumont pour le stockage préalable à la revalorisation (R13). L'exploitant a transmis à l'inspection le BSD correspondant. Il précise que l'entretien des débourbeurs/deshuileurs a lieu au minimum une fois par an. La prise de contact avec la société OSIS IDF - PERSAN pour la réalisation de l'intervention est notifiée dans le planning de maintenance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Valeurs limites d'émission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE pour rejet dans le milieu naturel
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.
<b>Constats :</b> Les eaux de ruissellement de la plateforme et les eaux domestiques transitent dans des réseaux séparés sur le site mais rejoignent le même réseau d'assainissement collectif à la sortie du site. Toutes les eaux sont mélangées et rejoignent une station d'épuration. Cette prescription n'est donc pas applicable, car le rejet ne se fait pas directement dans le milieu naturel, bien que l'établissement soit situé en bordure du canal.
<b>Observations :</b> Bien que les VLE de l'article 17 ne soient pas applicables au site, les résultats d'analyse du mois de

septembre 2023 sont compatibles avec un rejet dans le milieu naturel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
<b>N° 8 : Raccordement à une station d'épuration</b>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Raccordement à une station d'épuration
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement, sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.</p> <p>Les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- MEST : 600 mg/l ;</li> <li>- DCO : 2 000 mg/l.</li> </ul> <p>Toutefois, les valeurs limites de rejet peuvent être supérieures aux valeurs ci-dessus si les autorisations et éventuelles conventions de déversement l'autorisent et dans la mesure où il a été démontré que le bon fonctionnement des réseaux, des équipements d'épuration, ainsi que du système de traitement des boues n'est pas altéré par ces dépassements.</p> <p>Cette disposition s'applique également pour une installation raccordée à une station d'épuration industrielle (rubrique n° 2750) ou mixte (rubrique n° 2752) dans le cas de rejets de micropolluants.</p> <p>Pour une installation raccordée à une station d'épuration urbaine et pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Bien que jouxtant le canal, les eaux de ruissellement du site sont rejetées dans le réseau d'assainissement vers une station d'épuration. Il en est de même pour les eaux domestiques. L'exploitant a transmis à l'inspection une convention de déversement des eaux du 26 novembre 1998 visant le règlement sanitaire départemental approuvé par la délibération du Conseil Général en date du 2 juin 1992. Le courrier précise que la convention autorise l'exploitant à déverser ses eaux à l'égout départemental. Elle prévoit le déversement des eaux domestiques, des eaux usées d'origine industrielle, des eaux pluviales, des eaux de refroidissement et des eaux de drainage. En revanche, elle ne prévoit pas de valeurs limites d'émission, sauf pour le pH qui doit être compris entre 5.5 et 8.5 et la température qui ne doit pas excéder 30 °C.</p> <p>Le dernier contrôle des eaux de ruissellement a eu lieu suite au prélèvement du 7 septembre 2023.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Concentration en MES : 19.6 mg/l ;</li> <li>- Concentration en DCO : 73.2 mg O2/l ;</li> <li>- pH : 7.5 ;</li> <li>- Température : 23.2 °C.</li> </ul> <p>Ces résultats d'analyse sont donc conformes.</p>



Non-conformité :

En contactant le conseil départemental de l'eau et de l'assainissement, celui-ci nous a précisé que l'entreprise n'était pas répertoriée parmi les établissements disposant d'une autorisation de déversement. Les autorisations de déversement dans le réseau départemental sont établies par arrêté.

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis de laisser un délai d'un mois à l'exploitant pour engager les démarches lui permettant de disposer d'une autorisation de déversement à jour dans le réseau départemental d'assainissement.

**Type de suites proposées :** Lettre préfectorale

**Proposition de suites :** Lettre préfectorale

**Proposition de délais :** 30 jours

**N° 9 : Valeurs limites d'émission**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mesures périodiques

**Prescription contrôlée :**

Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.

**Constats :**

Depuis l'inspection précédente du 8 juin 2021, des mesures des concentrations des polluants sont réalisées tous les ans.

Le dernier contrôle date du mois de septembre 2023 effectué par Eurofins. Le prélèvement a été réalisé en sortie du dernier séparateur à hydrocarbures.

L'exploitant a également réalisé des mesures des différents métaux, micropolluants et HAP.

Bien que les VLE des articles 17 et 18 ne soient pas applicables, car le rejet n'a pas lieu dans le milieu naturel, les mesures des différents paramètres respectent les VLE.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet